

CINQUANTE ANS D'ECHEC

Le Fonds monétaire international,
la dette et l'austérité en Afrique

OCTOBRE 2023



INTRODUCTION

Cela fait cinquante ans que les assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) n'ont pas été accueillies en Afrique - et pendant quarante de ces années, le continent a souffert de l'imposition de politiques économiques néolibérales qui ont sapé le développement. Peu de choses ont changé depuis que les programmes d'ajustement structurel des années 1980 ont été largement reconnus comme ayant conduit à une "décennie perdue". Le FMI continue d'adhérer au culte de l'austérité, bien qu'il soit de plus en plus évident qu'il a étouffé le développement économique et humain dans toute l'Afrique. Malgré les mises en garde formulées dans les perspectives régionales africaines du FMI en avril pour que *"les efforts importants déployés pour lutter contre le changement climatique n'évincent pas le financement des besoins fondamentaux tels que la santé et l'éducation"*, dans la pratique, l'insistance du FMI pour que les pays donnent la priorité au remboursement de la dette, plutôt que de chercher une solution systémique à la dette, constitue un obstacle majeur aux dépenses en matière de santé, d'éducation et de lutte contre le changement climatique. Dans le monde, six milliards de personnes sont aujourd'hui confrontées à l'austérité, en grande partie à cause de la réticence du FMI à accepter l'échec de son modèle économique.

Cette note d'information examine l'impact du FMI sur l'Afrique par ses conseils et de ses programmes de prêts fondés sur l'austérité. Il est important de comprendre le caractère colonial du FMI et de la Banque mondiale, qui ont été créés avant l'indépendance de la plupart des pays africains et dont les structures de vote n'ont pratiquement pas été modifiées. Les pays africains ont encore très peu de poids dans la prise de décision au sein de la Banque mondiale et du FMI, avec moins de 10 % des voix au conseil d'administration du FMI - et les 46 pays d'Afrique subsaharienne ne sont représentés que par un seul membre, le président de la Banque mondiale. Les 46 pays d'Afrique subsaharienne ne sont représentés que par deux directeurs exécutifs. Mais le pouvoir que les institutions financières internationales (IFI) exercent sur les gouvernements africains nuit considérablement à l'autonomie de ces derniers en matière de politique.

Les décisions qui affectent la vie et le bien-être de centaines de millions de personnes sont prises à huis clos par les ministères des finances, qui n'ont guère la possibilité de résister aux conditions imposées et à la coercition des IFI et aux conseils politiques coercitifs proposés. Même les gouvernements dotés d'un

mandat démocratique puissant n'ont d'autre choix que de suivre les conseils dépassés du FMI, en appliquant des mesures étroites du produit intérieur brut (PIB) et des politiques d'austérité, parce que les IFI peuvent profondément influencer la façon dont les marchés mondiaux et les investisseurs perçoivent un pays.

Avec l'aggravation de la crise de la dette en Afrique, le pouvoir du FMI est encore renforcé par son rôle de prêteur en dernier ressort. Selon les données sur la dette publiées par le FMI au mois d'août, 19 des 35 pays à faible revenu de la région sont déjà en situation de surendettement ou confrontés à un risque élevé de surendettement.

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a récemment constaté que les pays d'Afrique paient des taux d'intérêt quatre fois supérieurs à ceux des États-Unis et huit fois supérieurs à ceux de l'Allemagne, et que le montant que les gouvernements africains sont contraints de consacrer au paiement des intérêts est souvent plus élevé que les dépenses consacrées à l'éducation ou à la santé. Même lorsque les crises de la dette ont des racines communes dans les inégalités historiques et une économie mondiale injuste basée sur l'extraction et l'exploitation, les pays africains sont contraints de négocier dans une position d'impuissance, un par un, sans toucher aux causes systémiques des crises de la dette, l'austérité étant la solution par défaut. Ces conseils d'ajustement structurel de la part du FMI sont la norme depuis des décennies à travers les nombreux programmes du FMI et son travail de surveillance (connu sous le nom de conseils au titre de l'article IV). Pourtant, le FMI a toujours refusé de tirer les leçons de ses propres échecs ou de reconnaître son propre rôle dans les multiples crises.

Le pouvoir du FMI a resurgi depuis la pandémie du COVID-19, et il s'immisce désormais dans les réponses à la crise climatique et dans l'acheminement du financement de la lutte contre le changement climatique. Cela se produit sans aucune reconnaissance ou analyse de la façon dont les politiques d'austérité ont été responsables de l'incapacité des pays à s'adapter ou à répondre à la crise climatique. La suggestion selon laquelle les financements climatiques du Nord devraient être acheminés vers le Sud sous forme de prêts - à des pays déjà confrontés à une crise de la dette - est absurde, d'autant plus que les crises de la dette accélèrent la crise climatique. Bon nombre des pays africains les plus vulnérables au changement

climatique sont en situation de surendettement et doivent donc obtenir rapidement des devises étrangères. Dans l'économie mondiale actuelle, cela signifie investir dans les combustibles fossiles et l'agriculture industrielle, même lorsque les pays savent qu'une voie plus durable pourrait être trouvée en investissant dans les énergies renouvelables et

l'agroécologie. Rééchelonner la dette ou reporter les paiements d'intérêts ne suffit plus. Si le FMI veut jouer un rôle constructif dans le financement de la lutte contre le changement climatique, il devrait négocier des accords de renégociation ou d'annulation de la dette collective à la lumière de la crise climatique et de la dette historique des pays pollueurs.

Le coût des coupes : Mariatu

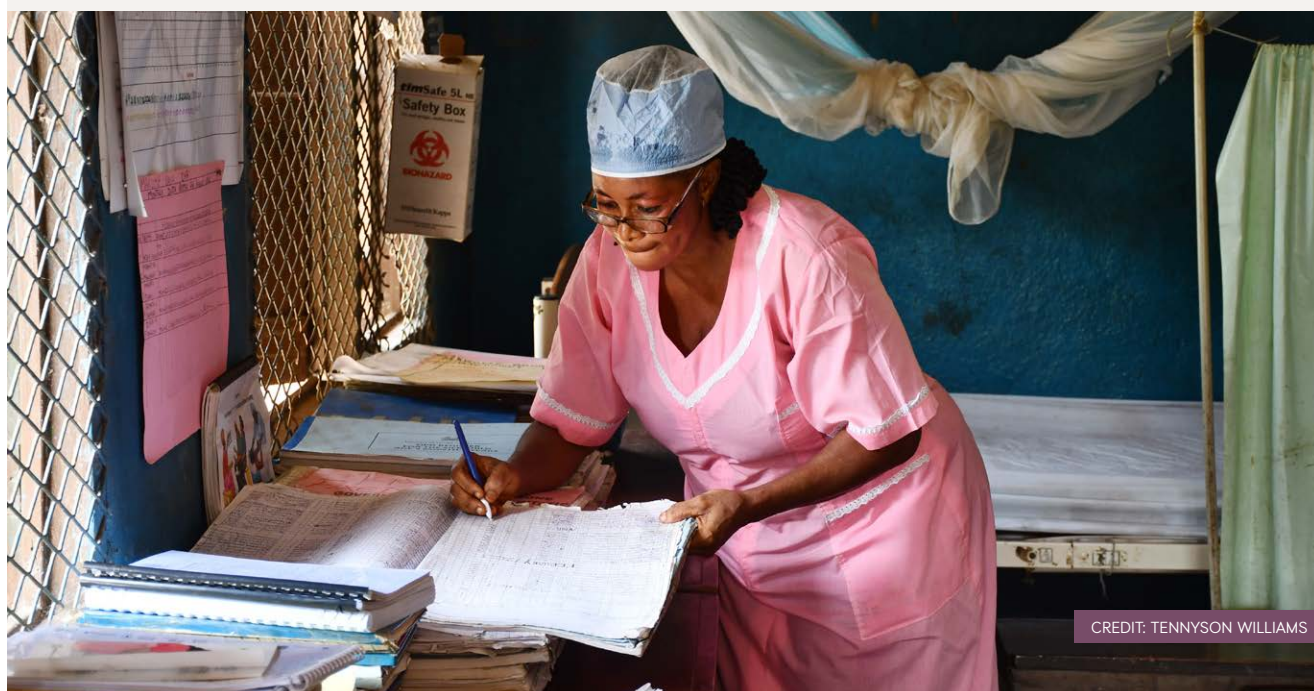
Mariatu Turay travaille dans un établissement de santé du district de Bombali, en Sierra Leone, et vit les réalités des contraintes de la masse salariale du secteur public:

Mariatu explique : "L'établissement est assez petit par rapport au nombre de patients qu'il accueille. Certains jours, nous avons deux ou trois accouchements en même temps et nous n'avons pas de salle de travail. La salle de travail de fortune dont nous disposons ne peut accueillir qu'une seule patiente, si bien que lorsqu'il y a plus d'un accouchement, nous devons utiliser la zone de réception. Nous, les infirmières, sommes exposées au risque d'infection croisée car nous vivons, mangeons et faisons tout dans l'hospice parce que nous n'avons pas de locaux pour les infirmières".

Outre son exposition aux virus et aux bactéries, l'impossibilité d'être présente dans la vie de ses trois enfants en raison de la charge de travail à l'unité de santé, elle est incapable de subvenir aux besoins de sa famille en raison de son faible salaire.

"En tant que soutien de famille, cela me brise le cœur de laisser parfois mes enfants pendant une semaine entière sans un seul centime. J'ai peur que mes filles soient la proie d'hommes qui les attirent avec de l'argent. Cela pourrait conduire à des agressions sexuelles et même à des grossesses chez les adolescentes. J'espère que cela ne deviendra pas la réalité de mes enfants, car je ne peux pas subvenir à tous leurs besoins avec mon petit salaire".

Mariatu conclut en disant : "Il devrait y avoir des considérations pour nous garder motivés dans le secteur de la santé et nous fournir des conditions adéquates pour bien faire notre travail. Nous demandons aux responsables de faire quelque chose de toute urgence."



CREDIT: TENNYSON WILLIAMS

Même lorsque les propres recherches du FMI suggèrent que le néolibéralisme a été survenu, et que des efforts sont faits pour suggérer que les politiques du FMI sont maintenant plus flexibles et progressives, en pratique, nous voyons un FMI redonné du pouvoir doubler à travers l'Afrique les mêmes positions idéologiques qu'il a défendues pendant un demi-siècle. En août 2023, le FMI avait conclu 38 accords de prêt avec 27 pays africains, et d'autres demandes étaient en cours d'examen. Les crises de la dette et ces nouveaux accords de prêt sont utilisés pour imposer une austérité toujours plus grande, avec des contraintes sur les masses salariales du secteur public qui sapent les progrès en matière de santé et d'éducation.

Ces politiques sont dépassées et ne sont pas adaptées aux défis du 21^e siècle. L'impact de ces coupes sur les femmes est bien documenté mais ignoré. La protection sociale universelle est remplacée par des interventions prétendument ciblées, comme cela est expliqué en détail. Les biens et services publics sont sapés par la privatisation et la marchandisation. Les marchés du travail sont encore plus déréglementés pour servir les intérêts du grand capital et des multinationales. Les pays qui cherchent à augmenter leurs recettes sont informés que le seul moyen d'y parvenir est de recourir à des impôts régressifs, tels que la TVA, qui font peser le fardeau sur les contribuables comme la TVA, qui font peser la charge sur les femmes et les personnes vivant dans la pauvreté. Les politiques alternatives, telles que les réformes fiscales ambitieuses et progressives,

sont largement largement ignorées. La stabilité économique est considérée isolément, comme une fin en soi, sans aucune analyse sérieuse des progrès réalisés en matière de droits de l'homme, sur les droits des femmes, sur la réduction des inégalités, sur les objectifs de développement durable (ODD) ou sur tout autre objectif de développement.

Alors que les réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale se déroulent en Afrique pour la deuxième fois seulement (depuis le Kenya en 1973), le moment est venu de faire converger les critiques à l'encontre du FMI. Il est certain qu'il faut accroître le pouvoir des gouvernements africains au sein de la structure de gouvernance et du processus décisionnel du FMI, et la 16^e révision des quotes-parts en offre l'occasion.

Mais il ne suffira pas d'obtenir une meilleure place à la table des négociations tant que l'idéologie fondamentale qui anime l'institution ne sera pas transformée dans la pratique. Cette transformation devrait inclure la priorité du développement sur le remboursement de la dette, l'abandon définitif de l'austérité et du fondamentalisme fiscal, et la promotion d'alternatives progressistes. Il s'agirait de s'attaquer aux flux financiers illicites, de défendre une nouvelle convention fiscale des Nations unies, de soutenir des impôts progressifs et tenant compte de l'égalité des sexes et de s'engager dans une nouvelle initiative collective audacieuse pour une renégociation ou une annulation radicale de la dette.

NOUVELLES RECHERCHES ET ANALYSES

ActionAid a mené une nouvelle étude qui passe en revue 37 documents de prêt du FMI et les conseils de politique du rapport Article IV publiés entre juillet 2021 et janvier 2023 pour 10 pays africains : **Ghana, Kenya, Malawi, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe**. L'étude s'est penchée spécifiquement sur l'orientation générale de la politique de gel ou de réduction de la masse salariale du secteur public (PSWB), sur les objectifs plus larges de la politique fiscale et monétaire qui peuvent avoir un impact sur la PSWB, et sur d'autres questions dans 37 documents récents du FMI.

Ce rapport s'appuie sur le rapport 2021 d'ActionAid, "Le Public Contre l'Austérité: Pourquoi les contraintes sur la masse salariale du secteur public doivent cesser", publié par ActionAid en 2021 avec Services Publics Internationaux et Education International.

Ce rapport comprenait des recherches sur trois continents, l'examen de 69 documents du FMI de 15 pays, en soutenant une recherche et un plaidoyer intensifs au niveau national, en faisant progresser les discussions avec les économistes du FMI et en menant une analyse documentaire sur les masses salariales du secteur public. Ce rapport a démontré comment les mesures d'austérité du FMI dans seulement 15 pays ont bloqué le recrutement de plus de trois millions d'infirmières, d'enseignants et de travailleurs de plus de trois millions d'infirmières, d'enseignants et d'autres travailleurs essentiels du secteur public, ce qui compromet les progrès en matière de santé, d'éducation et d'égalité entre les hommes et les femmes, tout en bloquant l'action climatique dans certains des pays les plus pauvres du monde. Un suivi de ce rapport, intitulé "The Care Contradiction - The IMF, Gender and Austerity" (La contradiction des

soins - Le FMI, le genre et l'austérité), publié en 2022, a examiné les effets de ces politiques d'austérité sur le genre et a remis en question la politique du FMI en matière de genre, qui n'a pas réussi à y remédier. Cette

nouvelle étude réalisée en 2023 montre que très peu de choses ont changé et que le culte de l'austérité continue de s'imposer clairement dans les conseils du FMI en Afrique.

LES PRINCIPALES CONCLUSIONS D'ACTIONAID SUR LES DERNIERS DOCUMENTS DU FMI DANS 10 PAYS

- Sur la base des 37 documents de prêt du FMI (prêts) et des rapports au titre de l'article IV (surveillance) publiés entre juillet 2021 et janvier 2023, nous avons constaté qu'en ce qui concerne les analyses de viabilité de la dette (AVD) du FMI, deux pays ont été jugés "viables", quatre ont été jugés en situation de surendettement "modéré", trois ont été jugés "en situation de surendettement" et un a été jugé "à haut risque". En ce qui concerne les analyses de viabilité de la dette (AVD) du FMI, deux pays ont été jugés "viables" ; quatre ont été jugés en situation de surendettement "modéré" ; trois ont été jugés "en situation de surendettement" ; et un a été jugé en situation de "risque élevé" de surendettement
- L'examen des dernières données du FMI sur le surendettement à partir d'août 2023 montre que quatre des dix pays sont évalués comme étant "surendettés" ; deux sont évalués comme étant "à haut risque" de surendettement ; quatre sont évalués comme étant dans une situation de surendettement "modéré" ; et aucun n'est considéré comme "viable". Deux pays ont récemment été considérés par le FMI comme ayant une dette soutenable - le Ghana (qui est maintenant en situation de surendettement) et le Kenya (qui présente maintenant un risque élevé). Des changements aussi rapides soulèvent clairement des inquiétudes quant à la crédibilité de l'approche du FMI en matière d'AVD et à sa capacité à évaluer le risque systémique de la dette et à prendre en compte les chocs extérieurs.
- Dans huit des dix pays pour lesquels nous avons examiné les documents de prêt du FMI et les conseils de politique des rapports au titre de l'article IV publiés entre juillet 2021 et janvier 2023, nous avons constaté que le déficit budgétaire devrait diminuer, c'est-à-dire qu'il devrait être réduit, au cours des prochaines années, tandis que dans deux cas, les déficits budgétaires devraient rester gelés aux mêmes niveaux. Dans deux cas, les déficits fiscaux devraient rester gelés au même niveau. Le fait d'insister sur la réduction des déficits budgétaires réduit la marge de manœuvre budgétaire et conduit le FMI à recommander l'austérité. Des déficits budgétaires plus importants peuvent être justifiés pour des investissements urgents, par exemple dans les domaines de la santé et de l'éducation ou pour faire face à la crise climatique, mais ces dépenses sont considérées par le FMI comme de la "consommation" et non de l'"investissement", et ne sont donc pas considérées comme une raison acceptable pour augmenter les déficits.
- Dans les documents du FMI, les dix pays prévoient **une baisse du taux d'inflation** au cours de la période à venir, généralement grâce à une augmentation des taux d'intérêt ou à une réduction du déficit budgétaire, ce qui a pour effet de comprimer les dépenses publiques.
- Dans quatre des dix pays examinés, la devrait diminuer ou être réduite au cours des prochaines années, tandis que dans quatre autres pays, la PSWB est gelée au même taux, et dans deux cas seulement, la PSWB devrait augmenter (très modestement) - malgré la preuve évidente que les dix pays ont un besoin urgent d'un plus grand nombre d'infirmières, d'enseignants et d'autres travailleurs du secteur public.
- Dans huit pays sur dix, des détails ont été fournis sur la façon dont les pays ont utilisé leurs nouveaux **droits de tirage spéciaux** (DTS) émis en 2021, montrant une variété d'utilisations allant du financement des déficits budgétaires à l'augmentation des dépenses de santé et à l'augmentation des réserves de devises fortes.

SURCHARGE DE LA DETTE EXTÉRIEURE

En avril, le Caucus africain du FMI s'est inquiété de la viabilité de la dette dans de nombreux pays de la région, déclarant que *"le ratio dette publique/PIB est maintenant en moyenne pour la région supérieur à 60 %, un niveau observé pour la dernière fois au début des années 2000"*. Dans le même temps, le FMI a affirmé que la crise de la dette n'était pas encore une crise systémique. La montagne de preuves que nous sommes une crise de la dette qui s'accélère rapidement, en particulier dans les pays du Sud, contredit clairement la position du FMI. Jusqu'à 136 pays se trouvent dans une situation d'endettement critique ou très critique. Les paiements de la dette des pays à faible revenu atteindront en 2023 leur niveau le plus élevé depuis 1998, les coûts d'emprunt l'emportant sur les dépenses de santé, d'éducation et de lutte contre le changement climatique dans de nombreux pays. Selon les données sur la dette du mois d'août des données du FMI sur la dette du mois d'août, 19 des 35 pays à faible revenu de la région sont déjà en situation de surendettement ou

confrontés à un risque élevé de surendettement. Il est clair que le cadre commun du G20 n'apporte pas de solution crédible et équitable. En effet, l'architecture actuelle de la dette n'est pas adaptée et même le Caucus africain du FMI a appelé en juillet 2023 à *"faciliter un allègement de la dette qui soit équitable, rapide, complet et substantiel"* et a plaidé pour un renforcement de l'architecture internationale de résolution de la dette.

Les conséquences économiques des blocages de la Covid, combinées à la forte inflation et à l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont plongé bon nombre des dix pays étudiés dans des situations de dette extérieure aggravées. Même si des forces externes systémiques sont à l'origine de la détérioration de la situation, les pays sont contraints de réagir un par un, en donnant toujours la priorité au service de la dette extérieure par rapport à d'autres priorités cruciales en matière de dépenses publiques.

Tableau 1. Evaluations du FMI sur le surcharge de la dette extérieure

Pays	Surcharge de la dette extérieure à la fin de 2022 (selon les analyses de viabilité de la dette du FMI) ¹	Surcharge de la dette extérieure à la fin de 2023	
		DSAlist.pdf (imf.org) consulté en septembre 2023	Paiement de la dette extérieure % de la revenue 2022 Portail des données sur la dette
Ghana	Considéré comme "viable" en 2021, mais aggravé en 2022	En situation de surcharge de la dette extérieure	28.2
Kenya	Niveau d'endettement jugé "soutenable"	Risque élevé de surcharge	18.9
Malawi	Considéré comme "surchargé"	En situation de surcharge	43.2
Nigeria	Considéré comme présentant un "risque modéré" de surcharge	Risque modéré (bien que les données ne soient pas claires)	5.8
Sénégal	Considéré comme présentant un "risque modéré" de surcharge	Risque modéré	25.1
Sierra Leone	Réputé présenter un "risque élevé" de surcharge	Risque élevé de surcharge	22.7
Tanzanie	Réputé présenter un "risque modéré" de surcharge	Risque modéré	14.1
Ouganda	Risque modéré - mais l'ASD indique qu'un ajustement budgétaire important est nécessaire, y compris une réduction du programme d'investissement public.	Risque modéré	9.6
Zambie	Considéré comme "surendetté"	En situation de surendettement	51.1
Zimbabwe	Considéré comme "en situation de surendettement" - le FMI ne peut pas prêter au Zimbabwe tant qu'il n'a pas restructuré sa dette auprès de ses créanciers extérieurs	En situation de surendettement	3.0

Sur les dix pays examinés, le tableau 1 montre que les deux seuls pays qui étaient considérés comme ayant un niveau d'endettement soutenable l'année dernière sont maintenant en situation de surendettement (Ghana) ou présentent un risque élevé de surendettement (Kenya). Les pays consacrent un pourcentage important de leurs recettes au service de la dette.

En effet, six des dix pays consacrent plus de **18 %** de leur budget national au service de la dette, ce qui correspond au niveau auquel les réductions des dépenses publiques deviennent aiguës. Dans son analyse de 60 pays en 2020, Debt Justice a constaté que les pays consacrant plus de 18 % de leurs recettes publiques au service de la dette ont réduit leurs dépenses publiques de 13 %, tandis que les pays où le service de la dette est moins élevé ont augmenté leurs dépenses publiques de 14 % en moyenne.

En août 2023, une conférence régionale sur la reconquête des services publics en Afrique, [Reclaiming Public Services](#)

Le rapport de Debt Justice sur la crise de la dette en Afrique a soulevé de sérieuses inquiétudes quant à la façon dont la crise de la dette croissante menace gravement la viabilité des services publics essentiels. Alors que les remboursements de la dette absorbent une part de plus en plus importante des budgets nationaux, la disponibilité de services publics essentiels est en jeu, ce qui suscite des inquiétudes pour l'avenir de l'Afrique. La déclaration de cette conférence recommande que "les services de santé publique et d'éducation publique soient gratuits au point d'utilisation, afin que chacun puisse en bénéficier quelle que soit sa capacité à payer". Cependant, la réduction des dépenses publiques due à l'augmentation des paiements de la dette entraîne une diminution des services publics et une augmentation de la privatisation et de la facturation des services, ce qui a pour effet de stratifier l'accès aux services en fonction de la capacité à payer et, par conséquent, d'entraîner des difficultés et des inégalités d'accès pour les personnes les plus vulnérables de la société.

Le coût des coupes : Chidinma

Chidinma Ndubuisi est responsable de l'égalité des sexes et de l'indexation au sein du Syndicat des travailleurs de la santé et de la médecine du Nigeria. "Vous ne pouvez pas donner le meilleur de vous-même si vous n'êtes pas rémunéré équitablement. La motivation est faible", explique Chidinma. "Ce phénomène incite de nombreux travailleurs de la santé à chercher des opportunités à l'étranger. Parfois, même les transports vers les communautés locales ne sont pas disponibles, et les travailleurs de la santé doivent se rendre dans ces zones à leurs propres frais, sans équipement de base. Nous sommes censés recevoir des équipements de protection individuelle (EPI), mais en raison de contraintes budgétaires, les professionnels de la santé apportent leurs propres EPI pour s'occuper des patients dans les hôpitaux".



CREDIT: UGOCHUKWU ONUOHA

L'IMPACT DES PROJECTIONS DE DÉFICIT BUDGÉTAIRE SUR LES DÉPENSES PUBLIQUES

La pression exercée par le FMI sur les pays pour qu'ils réduisent leurs déficits budgétaires est un facteur important des contraintes qui pèsent sur l'augmentation des dépenses publiques en général et des dépenses pour le PSWB en particulier. Nous avons examiné **les objectifs de réduction du déficit budgétaire en pourcentage** du PIB dans les dix pays. Les données du tableau 2 sont tirées des tableaux clés des documents du FMI qui comprennent de nombreuses projections de dépenses pour diverses opérations gouvernementales.

L'étude a montré que dans huit cas sur dix, les objectifs de déficit budgétaire devraient être revus à

la baisse, avec une diminution moyenne de 2,6 % du PIB. Il n'y a que deux pays (le Nigeria et la Zambie) dans lesquels les déficits budgétaires devraient rester à peu près au même niveau en pourcentage du PIB au cours des prochaines années. Aucun ne devrait augmenter. Ces "projections" convenues dans les documents du FMI ne sont pas simplement des tentatives de prédire de manière neutre ce qui pourrait se produire à l'avenir, mais agissent plutôt comme des objectifs coercitifs ou des conditions que les gouvernements sont censés atteindre s'ils veulent être considérés comme étant sur la bonne voie. Ces projections ont des conséquences claires et significatives en termes de recettes disponibles pour les services publics et d'autres priorités de développement national.

Tableau 2. Objectifs prévus par le FMI pour les déficits budgétairesⁱⁱ

Pays	Déficit budgétaire Orientation de la politique (en pourcentage du PIB)	Variation au cours des prochaines années (en pourcentage du PIB)
Ghana	Diminution de 15,2 % du PIB à 8,1 % du PIB	7.1 % du PIB
Kenya	Diminution de 5,8 % du PIB à 3,9 % du PIB	1.9 % du PIB
Malawi	Diminution de 9,7 % du PIB à 5,0 % du PIB	4.7 % du PIB
Nigeria	Maintien à environ 6.0	Changement minime
Sénégal	Diminution de 4,9 % du PIB à 3,0 % du PIB	1.9 % du PIB
Sierra Leone	Diminution de 3,8 % du PIB à un niveau très bas de 1,9 % du PIB	1.9 % du PIB
Tanzanie	Diminution de 3,3 % du PIB à 2,5 % du PIB	0.8 % du PIB ^v
Ouganda	Diminution de 5,1 % du PIB à excessivement 1,5 % du PIB	3.6 % du PIB
Zambie	Diminution de 6,9 % du PIB à 3,1 % du PIB	3.8 % du PIB
Zimbabwe	Maintien, mais à un niveau excessivement bas de 1,3 % du PIB	Changement minime

En général, l'accès aux prêts du FMI repose sur des conditions politiques restrictives ou sur l'obligation pour les pays de ramener leur déficit en dessous de 3 % du PIB. Le Nigeria apparaît ici comme une exception, en maintenant un déficit budgétaire modéré d'environ 6 % du PIB à moyen terme, mais il semble qu'il y ait des circonstances particulières (puisque le programme de prêt de l'instrument de financement rapide du

Nigeria est ostensiblement censé être exempt des conditionnalités politiques traditionnelles).

Les conseils politiques habituels du FMI et les conditions de prêt qui exigent des objectifs de déficit égaux ou inférieurs à 3 % du PIB sont extrêmement conservateurs et ne reflètent qu'une seule perspective en matière d'économie. Les pays africains tels

que ceux examinés ici ont désespérément besoin d'investissements publics à plus grande échelle dans leurs systèmes de santé et d'éducation, leurs infrastructures nationales et leur capital humain. Il n'y a aucune raison pour que leurs déficits budgétaires soient limités à des niveaux aussi bas.

Au cours des 40 années qui se sont écoulées entre les années 1930 et 1970, des options de politique budgétaire plus expansionnistes (permettant des déficits budgétaires plus élevés ou une réduction plus lente des déficits au fil du temps) ont été

largement adoptées dans le monde entier, dans les pays à revenu élevé et dans les pays à revenu moyen et faible. Ce n'est qu'avec la montée du néolibéralisme dans les années 1980 que ces options de politique budgétaire plus expansionnistes ont été reléguées au second plan et que l'accent a été mis sur la "réduction des déficits" fondée sur l'idée monétariste selon laquelle les budgets publics doivent être équilibrés comme les budgets des ménages - un point de vue qui a été largement discrédité, mais qui semble toujours inspirer les conseils politiques du FMI.

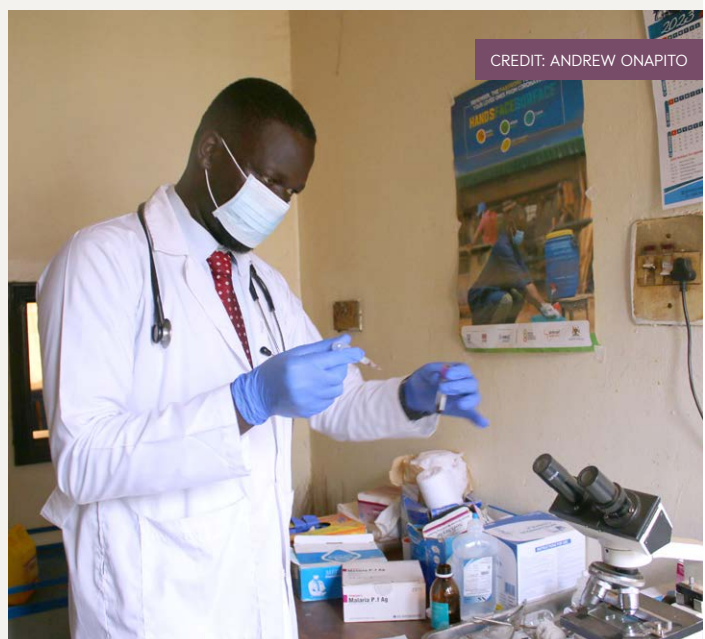
Le coût des coupes : Okullu

Okullu Jimmy travaille dans un centre médical à Kampala, en Ouganda Kampala, Uganda.

Okullu explique à quoi ressemble l'austérité pour lui : "En tant que travailleurs médicaux en Ouganda, nous sommes pris entre le marteau et l'enclume. Lorsque Covid-19 a frappé le monde, ce sont les travailleurs médicaux qui ont le plus souffert. Depuis, le gouvernement a cessé de recruter du personnel médical. Tous ceux qui s'étaient portés volontaires pour enrayer le Covid-19 ont vu leur période de volontariat s'achever et n'ont pas été recrutés dans la fonction publique, et jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement n'a recruté aucun travailleur médical dans la fonction publique centrale. Le seul recrutement qui a lieu est celui du gouvernement local et il s'agit de combler les lacunes des travailleurs médicaux que nous avons perdus, soit par la mort, soit par la retraite."

"Les hôpitaux ne disposent que de la moitié de leur capacité en personnel médical, voire moins de la moitié, ce qui fait que les travailleurs médicaux qui ont été formés à un type spécifique de pratique médicale se retrouvent à travailler dans des domaines pour lesquels ils n'ont pas été formés. En outre, la rémunération des travailleurs médicaux est lente. Vous travaillez pendant six mois et vous n'êtes payé que pendant un mois, ce qui affecte le secteur médical. Ceux qui n'ont pas été embauchés sont frustrés".

"Les universités ont augmenté le nombre d'étudiants et le nombre de travailleurs médicaux diplômés chaque année, mais les actions du gouvernement nous montrent qu'il n'a pas l'intention de s'engager dans la voie de l'innovation. Les universités ont augmenté le nombre d'étudiants et le nombre de travailleurs médicaux diplômés chaque année, mais les actions du gouvernement nous montrent qu'il n'a pas la capacité, en termes de financement, de prendre en charge les travailleurs médicaux et de les mettre au service de la population. Ce n'est pas parce que les hôpitaux sont déjà bien desservis par le nombre de travailleurs médicaux, mais c'est à cause du manque de financement."



CREDIT: ANDREW ONAPITO

La Convention sur les droits économiques et sociaux exige des gouvernements qu'ils mobilisent le maximum de ressources disponibles pour faire progresser les droits de l'homme. Il existe des arguments convaincants pour que les pays africains poursuivent des options de politique fiscale plus expansionnistes, y compris des déficits fiscaux plus élevés - si le financement supplémentaire est utilisé stratégiquement pour faire respecter les droits de l'homme en finançant des investissements publics plus importants - qui seront plus que rentabilisés au fil du temps par l'augmentation des taux de productivité de la main-d'œuvre, des taux de croissance plus élevés et des recettes fiscales plus importantes générées à l'avenir. Les investissements

dans l'éducation et la santé peuvent contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de la population. Les investissements dans l'éducation et la santé peuvent contribuer à transformer les taux de croissance à long terme, mais cela n'est pas pris en compte dans la réflexion à court terme du FMI à court terme du FMI. **L'approche du FMI consistant à insister pour que les objectifs de déficit budgétaire soient inférieurs ou égaux à 3 % du PIB n'est pas seulement inutile, mais elle limite aussi considérablement la marge de manœuvre pour augmenter de manière significative les investissements publics dans les systèmes de santé et d'éducation, la protection sociale et une transition juste.**

L'IMPACT DES PROJECTIONS D'INFLATION SUR LES DÉPENSES PUBLIQUES

Les données du tableau 3 sont tirées des tableaux clés des documents du FMI qui incluent les objectifs de réduction de l'inflation les plus récents pour 2022/23 ou 2023. Il en **ressort que des objectifs de réduction de l'inflation ont été prévus dans les 10 pays**, avec une baisse moyenne de 9,6 % (ou une moyenne de 5 % si l'on exclut le cas extrême du Zimbabwe). Le FMI considère la réduction de l'inflation à un chiffre comme une priorité absolue et y parvient généralement en recommandant des augmentations des taux d'intérêt, afin de réduire la quantité d'argent circulant dans l'économie. L'une des conséquences directes est la réduction des ressources disponibles pour les dépenses publiques. Tout nouvel investissement dans la main-d'œuvre du secteur public (qu'il s'agisse de recruter plus de personnel ou de le rémunérer davantage) est considéré comme susceptible d'augmenter l'inflation et est donc mal vu.

Mais les véritables moteurs de l'inflation et de la crise du coût de la vie en Afrique aujourd'hui ne sont pas liés à la situation intérieure en Afrique aujourd'hui

ne sont pas liées aux dépenses intérieures, mais plutôt aux perturbations de la production pendant la pandémie de COVID-19 et, plus récemment, la guerre en Ukraine. Dans ce contexte, il est déplacé, inhumain et injuste de dire aux travailleurs du secteur public qu'ils ne peuvent pas obtenir d'augmentation de salaire en raison de l'inflation.

Notamment, dans deux pays (le Kenya et l'Ouganda), les documents récents du FMI ont inclus une obligation nouvelle et supplémentaire pour les autorités nationales d'engager automatiquement des consultations si le taux d'inflation augmente au-delà des objectifs actuellement prévus. C'est ce qu'on appelle la "clause de consultation" incluse dans les accords de prêt. Cette clause est destinée à garantir que les autorités nationales sont tenues en laisse et que le FMI peut immédiatement faire pression pour que de nouvelles mesures soient prises (par exemple, réduction du déficit et/ou des dépenses publiques) si les objectifs ne sont pas atteints.

Tableau 3. Objectifs prévus par le FMI pour les déficitsⁱⁱⁱ

Pays	Taux d'inflation (annuel)	Changement	Taux d'intérêt
Ghana	Diminution de l'inflation de 8,5 à 6,1	2.4%	Se préparer à augmenter les taux d'intérêt (après les avoir baissés pendant la période de la Covid)
Kenya	Diminution de 7,8 à 5,0 - clause de consultation	2.8%	Augmentation des taux à trois reprises récemment
Malawi	Diminution de 20,4 à 6,5	13.9%	Augmentation des taux deux fois en 2022 en réponse à l'inflation - l'assainissement budgétaire devrait "contribuer à la désinflation"
Nigéria	Diminution de 17,4 à 11,5	5.9%	Augmentation des taux 5 fois en 2022 en réponse à l'inflation
Sénégal	Diminution de 8,5 à 2,0	6.0%	A augmenté ses taux deux fois en 2022 et se tient prête à les augmenter à nouveau
Sierra Leone	Diminution de 18,0 à 9,9	8.1%	Augmentation des taux à deux reprises
Tanzania	Diminution de 5,3 à 4,0	1.3%	Maintien des taux bas pendant la période de transition, mais se tient prêt à les augmenter à nouveau
Ouganda	Diminution de 7,5 à 5,0 - clause de consultation	2.5%	A augmenté les taux en 2022 et se tient prêt à les augmenter à nouveau
Zambie	Diminution de 9,5 à 7,1	2.4%	Maintien des taux à un niveau bas pendant la Covid. Augmentation des taux à deux reprises en 2021, en maintenant les taux à ce niveau plus élevé
Zimbabwe	Diminution de 56,4 à 13,9 (inflation exceptionnellement élevée)	42.5%	Le FMI appelle à une nouvelle augmentation des taux d'intérêt

Il existe d'autres options de politique monétaire que le FMI n'envisage pas pour l'instant, notamment l'autorisation de taux d'inflation modérés (peut-être 10-20 %) à moyen terme, tout en utilisant un ensemble plus large d'objectifs de politique pour augmenter stratégiquement les investissements publics dans les domaines prioritaires. d'objectifs politiques plus larges pour augmenter stratégiquement l'investissement public dans les domaines prioritaires. En fait, les défenseurs de l'approche du FMI disposent de peu de justifications empiriques dans la littérature économique évaluée par les pairs pour justifier la réduction de l'inflation à des niveaux aussi bas dans les pays en développement (voir Fiscal space for Social Protection and the SDGs. Options pour accroître les investissements sociaux).

Il s'agit d'une question cruciale qui devrait faire l'objet d'un débat public plus large dans les 10 pays. Une ressource utile pour encadrer ce débat public a été publiée l'année dernière au Brésil : Guide illustré de l'inflation, de la politique monétaire et des droits de l'homme - INESC, qui montre pourquoi les mesures politiques conservatrices souvent prises par le FMI et de nombreuses banques centrales (augmenter les taux d'intérêt pour réduire l'inflation) peuvent en fait finir par aggraver les taux de croissance économique, miner l'emploi dans le secteur public et aggraver les inégalités économiques - sans nécessairement résoudre la hausse de l'inflation.

Le coût des coupes : Akol Janet

Akol Janet Ikilai est directrice d'une école primaire en Ouganda.

Akol Janet et son personnel vivent les réalités des réductions des dépenses publiques en Ouganda. "Les défis transversaux sont liés aux paiements. Les salaires ne sont pas suffisants. La plupart des travailleurs dépendent de prêts pour éduquer leurs enfants et subvenir aux besoins de leur famille. Leurs familles ne sont donc pas très stables et ils ne sont pas en mesure de fournir des services en raison des maigres fonds disponibles."



CREDIT: ANDREW ONAPITO

L'FMI ET LA MASSE SALARIAL DU SECTEUR PUBLIC

Les objectifs très stricts du FMI en matière de déficit et d'inflation créent un environnement dans lequel il est pratiquement impossible d'augmenter de manière significative les dépenses publiques en Afrique. Mais le FMI va plus loin dans toute l'Afrique pour comprimer encore plus directement les dépenses consacrées aux services publics. Pour ce faire, il établit des "projections" pour les niveaux actuels et futurs de la Masse Salariale du Secteur Public (MSSP), exprimés en pourcentage du PIB.

Généralement, les données relatives à la Masse Salariale du Secteur Public sont incluses dans les rubriques dans les tableaux clés des documents du FMI qui comprennent de nombreuses projections de dépenses pour diverses opérations gouvernementales. Comme nous l'avons vu plus haut, les "projections" de ces tableaux constituent en fait une orientation politique coercitive de la part du FMI, même lorsqu'elles ne figurent pas parmi les "repères structurels" ou les "critères quantitatifs de performance" (conditions de prêt contraignantes).

Tableau 4. Objectifs prévus par le FMI pour les déficits budgétaires^{iv}

Pays	MSSP (comme % du PIB)	Changements	Commentaires
Ghana	Diminution de 5,8 à 5,3	0.5%	37 000 travailleurs de la santé ont été embauchés pendant la Covid, mais l'impact sur la MSSP n'est pas clair.
Kenya	Diminution de 4,0 à 3,6	0.4%	Le FMI considère que la maîtrise de la MSSP est une préoccupation majeure. Gel mis en œuvre pour les exercices 2021/22 et 2022/23, à l'exception des domaines prioritaires.
Malawi	Diminution de 6,4 à 5,77	0.7%	Confiner la MSSP est considéré comme une préoccupation majeure par le FMI et limiter la croissance de la masse salariale est un élément clé de la stratégie de réduction du déficit. La masse salariale sera rationalisée par un gel des embauches (à l'exception du personnel de première ligne dans les secteurs de la santé et de l'éducation).
Nigéria	Gel à 2,0	0.0%	N'a pas mentionné ou discuté la MSSP
Sénégal	Gel à 6,8 jusqu'en 2027	0.0%	Hausse d'environ 20 % en 2022 et 2023 en raison de la loi sur le budget supplémentaire.
Sierra Leone	Diminution de 6,9 à 6,0	0.9%	Confiner la MSSP est considéré comme une préoccupation majeure par le FMI.
Tanzanie	Hausse de 4,6 à 5,2	0.6%	La MSSP pour les travailleurs du secteur social prioritaire est passé de 5,8 % du PIB en 2021/22 à 6,7 % du PIB en 2022/23 ; il restera à ce niveau.
Ouganda	Hausse de 3,6 to 3,9	0.3%	2/3 de l'augmentation de la MSSP est destiné aux travailleurs de la santé et de l'éducation
Zambie	Gel de 8,7 à 8,6	0.1%	Reflète l'embauche récente de personnel de santé et d'éducation (11 000 membres supplémentaires du personnel médical et 30 000 enseignants en 2022).
Zimbabwe	Gel de 6,7 à 6,8	0.1%	Le recrutement de fonctionnaires est gelé, sauf dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Tableau 4 montre que:

- 80 % des pays ont été invités à réduire ou à geler le pourcentage du PIB consacré à la masse salariale, même si la plupart d'entre eux portaient d'un niveau très bas (ce qui est cohérent avec les conclusions d'ActionAid pour 2020, tirées d'un échantillon plus large, selon lesquelles 78 % des pays ont été invités par le FMI à réduire ou à geler les salaires dans le secteur public au cours des trois années précédentes).
- Les dix pays ont effectivement reçu le conseil de finir avec une masse salariale du secteur public inférieure à la moyenne mondiale (9 % du PIB).
- Neuf pays sur dix (à l'exception de la Zambie) ont été invités à ramener leur masse salariale en dessous de la moyenne régionale pour l'Afrique (7 % du PIB).
- Les deux pays qui ont été "autorisés" à augmenter les dépenses consacrées à la masse salariale en pourcentage du PIB sont encore loin de la moyenne régionale et mondiale.

Il est souvent question de "protéger" ou d'"exempter" les travailleurs de la santé et de l'éducation. En effet, les enseignants, le personnel d'appui à l'éducation, les infirmières, les sages-femmes et les médecins constituent souvent les groupes les plus importants de

travailleurs du secteur public. En effet, les enseignants, le personnel de soutien à l'éducation, les infirmières, les sages-femmes et les médecins constituent souvent les groupes de travailleurs les plus importants du secteur public. En outre, un gel ou une augmentation modeste ne suffisent tout simplement pas. Dans les 10 pays étudiés, il existe des pénuries bien documentées de travailleurs de la santé (par exemple, par l'Organisation mondiale de la santé) et de travailleurs de l'éducation (par exemple, par l'Organisation internationale du travail). L'Organisation mondiale de la santé et de travailleurs de l'éducation (par exemple, par l'UNESCO). Nos recherches précédentes (Public Versus Austerity) ont montré que les données sur les pénuries par rapport aux références internationales n'ont pas été prises en compte lors des discussions du FMI avec les ministères des

finances. Reconnaître et traiter sérieusement Il n'est pas possible de reconnaître ces pénuries et de s'y attaquer sérieusement dans le contexte d'une compression générale des salaires du secteur public. Si ces "bons" travailleurs des secteurs de la santé et de l'éducation sont effectivement protégés, la question se pose de savoir qui sont les "mauvais" travailleurs du secteur public qui devraient subir des réductions encore plus importantes. L'approche globale visant à réduire la masse salariale du secteur public semble reposer sur un préjugé clair - un préjugé contre le secteur public. Entre-temps, la Banque mondiale en particulier défend la privatisation des services publics qui stratifie l'accès en fonction de la capacité à payer et conduit souvent à ce que des millions de personnes perdent l'accès à des services essentiels.

Le coût des coupes : Thokozani

Thokozani Chiotcha est infirmière et technicienne sage-femme à l'hôpital du district de Mangochi, au Malawi.

Elle explique l'impact de l'austérité sur son travail: "Avec les mesures d'austérité, le gouvernement est incapable de recruter davantage d'infirmières et mon salaire reste faible malgré l'augmentation du coût de la vie. Pire encore, nos fournitures médicales sont insuffisantes et certains patients sont envoyés à l'hôpital Queen Elizabeth à Blantyre, qui se trouve à environ 200 kilomètres d'ici, parce que nous ne fournissons pas ces services. En tant qu'infirmière, j'ai besoin d'une formation continue dans mon travail, mais c'est rarement le cas, car nous entendons constamment dire que le gouvernement n'a pas de ressources pour la formation."

Le gouvernement doit abandonner les mesures d'austérité et commencer à investir dans des domaines essentiels tels que le recrutement d'un plus grand nombre d'agents de santé publique, l'augmentation des salaires des agents de santé et la formation continue des infirmières. Les secteurs tels que la santé doivent rester pleinement financés et fonctionnels".



CREDIT: FLETCHER SIMWAKA

L'ALTERNATIVE PROGRESSISTE – L'ACTION SUR LA FISCALITÉ

Dans une analyse clé des services du FMI sur la manière de financer les ODD et une transition juste, le FMI a estimé que la plupart des pays pourraient **augmenter leur ratio impôts/PIB de cinq points de pourcentage** à moyen terme. Cela transformerait le financement disponible pour les services publics si cela était fait progressivement. Le tableau 5 présente le ratio actuel entre les impôts et le PIB dans les 10 pays étudiés et calcule, en dollars américains, le montant des recettes supplémentaires qui pourraient être générées si ce ratio était augmenté de cinq points de pourcentage.

Les dix pays étudiés ont tous un faible ratio impôt/PIB et pourraient augmenter massivement les recettes destinées aux services publics grâce à l'impôt progressif, si les gouvernements prenaient des mesures pour augmenter ces ratios impôt/PIB à moyen terme. Malheureusement, notre examen des documents du FMI n'a révélé pas ou peu de conseils politiques dans ce sens. L'augmentation du ratio impôt/PIB au lieu de la réduction des dépenses publiques n'est jamais présentée comme un choix clair pour les gouvernements. **Lorsque le FMI donne des**

conseils en matière de fiscalité, la recommandation par défaut est de recommander l'utilisation d'impôts régressifs comme la TVA - même si les systèmes fiscaux en Afrique sont déjà très régressifs. Plutôt que de proposer des réformes visant les individus et les entreprises les plus riches, le fardeau est placé sur ceux qui sont déjà en difficulté.

La conférence régionale sur la reconquête des services publics en Afrique a affirmé avec force qu'"une main-d'œuvre bien rémunérée et appréciée fait partie intégrante de la sauvegarde des services publics. Les États et les partenaires de développement devraient investir dans les fonctionnaires et renoncer aux mesures d'austérité telles que le gel des salaires et des embauches". De manière cruciale, la conférence a appelé les gouvernements à "consacrer le maximum de ressources disponibles au financement des services publics, y compris l'imposition progressive et l'exploitation des redevances minières et pétrolières". Malheureusement, dans la pratique, les conseils du FMI ne correspondent pas à l'analyse de ses propres services, ce qui a pour conséquence la poursuite de la crise du financement des services publics en Afrique.

Tableau 5. Ratios impôts/PIB

Pays	Ratios impôts / PIB	Augmentation des recettes si le ratio impôts/PIB augmente de 5 points de pourcentage (en millions de dollars) <i>(voir Sortir de la bulle Sept 2023)</i>
Ghana	12.3	3,641
Kenya	13.6	5,670
Malawi	15.8	658
Nigéria	7.2	23,869
Sénégal	16.7	1,384
Sierra Leone	10.9	189
Tanzanie	11.7	3,785
Ouganda	15.1	2,278
Zambie	16.7	1,489
Zimbabwe	11.6	1,033

**Uganda's tax to GDP has since declined to 13.9%*

Le coût des coupes : Agness

Agness Dalabu est une petite agricultrice qui se rend à l'hôpital communautaire de Kapiri, au Malawi.

Je dirais que les choses ont vraiment changé. Auparavant, l'hôpital fournissait de la nourriture et tous les services étaient gratuits. Il semble que le gouvernement apportait un soutien adéquat aux hôpitaux, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Nous devons maintenant nous débrouiller par nous-mêmes. Les hôpitaux sont peu à peu privatisés et risquent de ne plus être abordables et accessibles pour les pauvres comme les femmes pas être abordables et accessibles pour les pauvres comme moi dans un avenir proche". Agness explique

"Le gouvernement doit fournir plus de ressources au secteur de la santé, comme l'hôpital d'ici. Les pauvres doivent avoir accès aux services gratuitement et le gouvernement doit employer plus de personnel de santé, acheter plus de fournitures médicales et d'autres ressources telles que des ambulances afin que nous puissions jouir du droit à la santé"



CREDIT: FLETCHER SIMWAKA

UTILISATION DES NOUVEAUX DROITS AUX TIRAGES SPECIAUX (DTS)

En 2021, le FMI a émis 650 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux (une sorte de monnaie du FMI) pour aider les pays à faire face à la crise du Covid. La plupart de ces fonds sont allés à des pays à revenu élevé ou moyen qui n'en avaient pas besoin, conformément au système de quotas du FMI. Il est intéressant de voir comment les 10 pays africains ont choisi de dépenser les fonds qu'ils ont reçus. Le tableau 6 présente les informations disponibles dans les documents du FMI sur la façon dont huit des dix pays ont choisi d'utiliser leurs DTS. Il est clair que leurs choix ont été limités par le fait qu'il s'agissait d'un paiement unique et non d'une source de financement permanente ou prévisible - les pays n'ont donc pas pu le consacrer à l'augmentation du personnel de santé et d'éducation, même si cela était

considéré comme une priorité. Les DTS pourraient plutôt soutenir des investissements supplémentaires dans des infrastructures, des équipements ou des initiatives spéciales susceptibles de contribuer à l'amélioration de la qualité des services publics.

Cela soulève une question importante : comment le FMI pourrait-il faire plus en matière d'émissions de manière plus régulière et plus prévisible. Une utilisation plus régulière des nouvelles émissions de DTS pourrait constituer un nouveau type de dépenses contracycliques mondiales pendant les crises économiques (comme nous l'avons vu en 2009 et en 2021), ainsi qu'une nouvelle source plus régulière de financement du développement, comme nous l'avons vu avec certaines des utilisations des nouveaux DTS par les 10 pays examinés.

Tableau 6. Comment les nouveaux DTS ont été utilisés

Pays	Utilisation des DTS
Ghana	Aucune mention de l'utilisation des DTS
Kenya	75 % des nouveaux DTS ont été utilisés pour soutenir la reprise économique
Malawi	Tous les nouveaux DTS ont été utilisés pour le remboursement de la dette extérieure
Nigéria	Aucune mention de l'utilisation des DTS
Sénégal	Tous les nouveaux DTS ont été utilisés pour le secteur de la santé, la protection sociale, le soutien à la reprise économique, le remboursement des arriérés.
Sierra Leone	Tous les nouveaux DTS ont été utilisés pour soutenir les dépenses prioritaires (alimentation scolaire, politiques visant à maintenir les filles à l'école et projets de santé).
Tanzanie	Tous les nouveaux DTS ont été utilisés pour acheter davantage d'obligations du Trésor américain afin de constituer les réserves de change de la banque centrale.
Ouganda	La moitié des nouveaux DTS a été utilisée pour contribuer à la réduction du déficit budgétaire.
Zambie	Tous les nouveaux DTS ont été utilisés pour contribuer au financement du budget sur la période 2022-24, dont une partie a été affectée au secteur de la santé.
Zimbabwe	Tous les nouveaux DTS ont été utilisés pour financer les dépenses immédiates en matière de santé et d'infrastructures, y compris pour financer en partie l'expansion du filet de sécurité sociale et des programmes de sécurité alimentaire (programme de transfert d'argent aux groupes vulnérables).

Selon Afrodad, sur l'allocation générale des DTS 2021 de 650 milliards de dollars, l'Afrique n'a reçu qu'environ 33 milliards de dollars, soit environ 5 % de l'allocation. L'allocation des DTS est basée sur les quotes-parts des États membres, déterminées par la contribution financière d'un pays au FMI en fonction de la taille de son économie et de sa stabilité financière. la taille de leur économie et leur stabilité financière». Le système des quotes-parts désavantage les pays à faible revenu, en particulier les pays africains. Créés en 1969, les DTS «ont joué un rôle fondamental dans le système monétaire international en tant que source de réserves internationales» et ont contribué à maintenir la stabilité financière mondiale et nationale des États membres».

En septembre 2023, l'Union africaine a demandé au FMI 650 milliards de dollars en droits de tirage

spéciaux pour répondre à la crise climatique, augmentant ainsi la pression pour réformer les droits de tirage spéciaux du FMI. Le groupe de 55 membres a également demandé qu'au moins 100 milliards de dollars américains de DTS existants soient acheminés vers l'Afrique par l'intermédiaire d'institutions telles que la Banque africaine de développement, un groupe de donateurs devant être constitué avant l'ouverture du sommet sur le climat COP28, le 30 novembre». En mai, les ministres africains des finances ont **appelé** à une révision du mécanisme de réacheminement des DTS et de leur caractéristique d'actif de réserve, déclarant «la nécessité de que les décisions d'allocation des DTS soient prises de manière analytique et fondée sur des règles, afin de réduire la nature discrétionnaire et politique du processus d'allocation, et de garantir que les DTS soient reçus par les pays qui en ont le plus besoin.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En septembre 2023, le FMI a publié un document intitulé Comment éviter une crise de la dette en Afrique subsaharienne, dans lequel les auteurs critiquent la politique budgétaire excessive à court terme, tout en ignorant le rôle que joue le FMI pour empêcher les pays de faire des “compromis entre la viabilité de la dette et les objectifs de développement”. Il observe que “les pays d’Afrique subsaharienne ont tendance à s’appuyer excessivement sur la réduction des dépenses pour réduire leurs déficits budgétaires”, en ignorant le rôle que le FMI lui-même a joué en conseillant de manière coercitive la consolidation budgétaire et la réduction de la masse salariale du secteur public. Il poursuit en affirmant que “le coût associé à la réduction des dépenses est particulièrement élevé compte tenu des importants besoins de développement de l’Afrique” - tout en se contredisant ensuite en conseillant la poursuite de l’ajustement budgétaire dans le même article.

Depuis des années, la société civile demande au FMI de procéder à une analyse de l’impact sur la répartition avant de conseiller l’austérité et l’exhorte à envisager des alternatives. De nombreuses mesures d’austérité “conseillées” par le FMI ont conduit à, même au point de saper les gouvernements démocratiques. Le FMI l’a manifestement remarqué et, comme l’indique le document susmentionné, il conseille de “faire adhérer les gens : anticiper la résistance du public à la réforme” et de créer “des campagnes de communication qui décrivent de manière transparente et crédible les avantages à long terme de la réforme et ses conséquences en termes de répartition”. Il est vraiment absurde que le FMI soit prêt à dire aux gouvernements d’effectuer une analyse de répartition à long terme afin de faire accepter les réformes par le public, mais que le FMI lui-même refuse d’effectuer une analyse de répartition des conséquences des conseils qu’il donne aux gouvernements.

Alors que les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale se tiendront à Marrakech en octobre 2023 - pour la première fois en Afrique depuis 50 ans - l’heure est au changement. Pendant quatre décennies, le FMI et la Banque mondiale ont défendu l’ajustement structurel et des programmes d’assainissement budgétaire similaires dans toute l’Afrique, qui ont sapé le développement et la souveraineté. Bien qu’une partie de la rhétorique ait changé ces dernières années, dans la pratique, le FMI et la Banque mondiale ont toujours un mode de fonctionnement par défaut qui recommande de réduire les dépenses publiques, ce qui compromet les progrès en matière de santé, d’éducation et d’autres services publics. Parmi les conseils politiques coercitifs les plus problématiques

proposés par le FMI figurent les réductions et les gels des salaires du secteur public qui ont constamment bloqué le recrutement d’enseignants, d’infirmières, de sages-femmes et d’autres travailleurs du secteur public, même en cas de graves pénuries. Cette situation a un impact sexospécifique bien documenté, car les femmes sont les premières à perdre l’accès aux services, les premières à perdre des opportunités de travail décent et les premières à absorber le fardeau croissant des soins non rémunérés et du travail domestique.

Bien qu’ils aient suivi les conseils du FMI pendant des décennies, de nombreux gouvernements africains se trouvent aujourd’hui confrontés à une crise de la dette plus grave que jamais. Pourtant, les conseils du FMI restent fondamentalement inchangés. La crise de la dette croissante a des causes systémiques évidentes, mais les pays sont contraints de négocier des solutions, basées sur l’austérité, au cas par cas. Il est temps que les gouvernements africains s’unissent, comme le demande la déclaration de Sal et comme ils l’ont fait en appelant à une convention fiscale des Nations unies l’année dernière, pour exiger une résolution collective de la crise de la dette et un processus nouveau, plus juste et plus représentatif pour résoudre les crises de la dette de manière équitable, rapide, globale et significative. Il existe certainement des arguments convaincants en faveur de l’annulation immédiate des dettes odieuses (celles contractées sans le consentement des citoyens, par exemple pendant les dictatures) et des dettes contractées pour des investissements qui ont accéléré la crise climatique.

Le FMI doit également repenser son attachement à l’austérité - et s’il ne le fait pas, les gouvernements africains devraient rejeter les conseils du FMI et suivre une voie différente. Le personnel du FMI a recommandé que les pays souhaitant financer les objectifs de développement durable augmentent leur ratio impôts/PIB, ce qui est faisable dans la plupart des cas. Mais ce conseil n’est pas mis en pratique au niveau national. Les gouvernements africains doivent faire preuve d’ambition en mettant fin aux flux financiers illicites et en augmentant radicalement les recettes fiscales nationales, non pas par les impôts régressifs qui font porter le fardeau à la majorité de la population mais par les nombreuses alternatives progressives et sensibles au genre bien connues - en augmentant les recettes des services publics provenant des individus et des entreprises les plus riches.

Entre-temps, à mesure que les recettes fiscales augmentent grâce à des impôts plus équitables, les

gouvernements doivent être convaincus que des augmentations modestes du financement du déficit (supérieures à 3 %) peuvent être justifiées si les recettes sont utilisées de manière stratégique pour investir dans la santé, l'éducation et d'autres objectifs de développement. Même la tolérance de taux d'inflation modérés à moyen terme (peut-être 10 à 20 %, comme c'était la norme avant l'ère néolibérale) peut être justifiée si elle permet des investissements transformateurs.

Les pays africains devraient bien sûr dénoncer les structures de vote non démocratiques du FMI et de la Banque mondiale et chercher à faire entendre leur voix à la table des négociations, mais cela ne suffira pas à faire changer les choses en l'absence de réformes beaucoup plus fondamentales. Il est urgent que les gouvernements africains réaffirment leur souveraineté en matière de politiques économiques et sociales, résistent aux conditions et aux conseils politiques coercitifs du FMI et de la Banque mondiale. Il s'agit là d'un élément essentiel d'une nouvelle lutte pour l'indépendance.

Sur la base de ces réflexions, nous recommandons:

Le FMI devrait s'éloigner définitivement du modèle économique néolibéral et cesser immédiatement d'imposer des politiques d'austérité dépassées et des contraintes sur la masse salariale du secteur public qui sapent les investissements nécessaires et urgents dans la santé, l'éducation et les réponses à la crise climatique dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la crise climatique.

Le FMI et la Banque mondiale devraient soutenir une annulation de la dette équitable, rapide, complète et conséquente, afin que le service de la dette ne réduise pas les ressources destinées à la santé, à l'éducation, à d'autres services publics et à l'action climatique.

- Le FMI devrait s'éloigner définitivement du modèle économique néolibéral et cesser immédiatement d'imposer des politiques d'austérité dépassées et des contraintes sur la masse salariale du secteur public qui sapent les investissements nécessaires et urgents dans la santé, l'éducation et les réponses à la crise climatique dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la crise climatique.
- Le FMI et la Banque mondiale devraient soutenir une annulation de la dette équitable, rapide, complète et conséquente, afin que le service de la dette ne réduise pas les ressources destinées à la santé, à l'éducation, à d'autres services publics et à l'action climatique.
- Au-delà de ces institutions, nous appelons tous les gouvernements à soutenir une solution systémique à la crise de la dette qui dépasse le cadre commun et qui soit négociée collectivement plutôt que pays par pays, en utilisant les espaces de prise de décision des Nations Unies où les pays africains sont davantage représentés
- Les gouvernements africains devraient se coordonner collectivement pour résoudre les crises de la dette, sur la base d'une renégociation radicale ou d'une annulation de la dette, y compris en défendant cette cause dans les négociations sur le climat.
- Les gouvernements africains devraient poursuivre des voies économiques alternatives qui placent les services publics de qualité, la justice sociale et économique au cœur de la construction d'États durables et véritablement souverains.

Gros plan sur Sierra Leone

Le FMI a donné une orientation budgétaire cohérente à la Sierra Leone tout au long de la période 2016-2021 pour réduire la masse salariale du secteur public à six pour cent du PIB.^v Bien que cet objectif soit considéré comme un objectif commun du gouvernement et du FMI dans certains rapports au titre de l'article IV, il y a des indications que le FMI a joué un rôle important dans sa définition.^{vi} En outre, l'objectif est resté le même avant et après les élections générales de 2018, au cours desquelles le parti au pouvoir a changé et le président nouvellement élu, Julius Maada Bio, a pris de nouveaux engagements audacieux en faveur de

l'expansion de la santé et de l'éducation. Ainsi, bien que cet objectif soit présenté comme une initiative gouvernementale, il semble être largement piloté par le FMI - qui conseille notamment au gouvernement de s'efforcer de contenir et de limiter la masse salariale pour l'atteindre.

- L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande un ratio médecin/patient de 1/1000^{vii}. Actuellement, le ratio de la Sierra Leone est de 0,03/1000. Cela signifie que le gouvernement doit multiplier par 29 le nombre

de ses médecins. Pour les infirmières, le ratio recommandé est de 83 infirmières pour 10 000 habitants. Pour 2021, le ratio est de 7,51:10 000 en Sierra Leone. Pour atteindre l'objectif recommandé par l'OMS, le gouvernement doit multiplier par 11,1 le nombre d'infirmières.

- En termes d'impact sur la masse salariale du secteur de la santé, le gouvernement devra employer environ 2 717 médecins et 170 744 infirmières supplémentaires pour atteindre les recommandations de l'OMS.

En avril 2023, ActionAid Sierra Leone, en partenariat avec des alliés, a produit cette étude : **Plafond de la masse salariale du FMI et le droit des Sierra-Léonais à des travailleurs de première ligne adéquats : Une étude de cas de communautés sélectionnées dans 5 districts**. Ce rapport est une évaluation pratique, en temps réel, des niveaux de recrutement et de placement d'enseignants, d'infirmières, de médecins et d'agents de santé communautaires qualifiés dans les communautés rurales et urbaines de la Sierra Leone.

Les restrictions sur la PSWB affectent clairement l'emploi des enseignants et la croissance des salaires, les bas salaires et le faible nombre d'enseignants entraînant des charges de travail excessives et des conditions de travail difficiles dans des classes surchargées, ce qui conduit à des résultats d'apprentissage médiocres et à une chute de l'attrait de la profession (ce qui rend le recrutement encore plus difficile).

Le FMI propose constamment des mesures d'austérité, conseillant au gouvernement de réduire ou de geler leur MSSP pendant de nombreuses années, même si la Sierra Leone ne dispose pas du nombre requis d'enseignants qualifiés par rapport à l'augmentation rapide du nombre d'inscriptions. En 2018, le gouvernement a mis en place une politique d'éducation scolaire gratuite et de qualité (Free Quality School Education - FQSE) afin d'élargir la participation et d'améliorer la qualité des opportunités éducatives disponibles. Cette politique a permis d'élargir considérablement l'accès à l'éducation et de recruter davantage d'enseignants, bien qu'ils ne soient pas assez nombreux pour répondre aux normes internationales en matière d'encadrement pour atteindre le taux d'encadrement internationalement reconnu. Le dernier conseil du FMI de réduire les coûts salariaux à six pour cent du PIB empêchera certainement le gouvernement de résoudre ces problèmes. Les prêts du FMI sont toujours assortis de conditions macroéconomiques que les gouvernements doivent respecter et le secteur de l'éducation, entre autres, en fait les frais.

C'est le témoignage de Rosaline Tarawallie, une institutrice de maternelle à Makomp Bana, dans le district de Bombali. Elle enseigne depuis 23 ans et possède un diplôme d'enseignement. Elle enseigne à la fois à la maternelle 1 et à la maternelle 2 - qui comptent environ 70 élèves - parce qu'il n'y a pas assez d'enseignants dans l'école, en particulier pour répondre aux besoins éducatifs des débutants :

«Dans toute l'école, nous n'avons que trois enseignants salariés, les autres sont des enseignants de la communauté qui viennent de temps en temps pour nous aider lorsque le travail devient trop lourd. Mais il ne leur est pas possible de faire preuve d'un dévouement total à l'égard de leur travail, car ils n'en tirent aucun avantage. Il est assez difficile de faire la navette entre deux classes et de terminer le programme de l'année scolaire, ce qui met la pression sur les enseignants pour qu'ils donnent le meilleur à nos élèves en termes de qualité de l'enseignement», a-t-elle fait remarquer.

«Le salaire n'est pas du tout encourageant, et il n'est même pas payé à temps, ce qui a poussé beaucoup de mes collègues à quitter l'enseignement et à trouver des sources de revenus plus lucratives. La charge de travail de ceux qui restent, comme moi, a triplé, avec une rémunération inadéquate. La question qui me préoccupe le plus aujourd'hui est de savoir comment répondre aux besoins scolaires de toutes les personnes à ma charge pour l'année scolaire en cours. La réouverture des écoles est imminente et je n'ai pas les moyens d'acheter les uniformes, les livres, les sacs et autres matériels d'apprentissage de mes enfants», a déclaré Rosaline en essayant de contrôler la douleur dans sa voix et les larmes dans ses yeux.

«Nous demandons que quelque chose soit fait pour remédier à cette situation. L'état actuel de notre économie n'arrange pas les choses ; à la fin du mois, les dépenses sont bien supérieures aux recettes, ce qui affecte tous les aspects de notre vie», a-t-elle ajouté.



CREDIT: TENNYSON WILLIAMS

Martha Dauda, une infirmière bénévole de 24 ans, est l'une des deux personnes qui s'occupent de l'unité de soins primaires de Mbundorbu, dans la chefferie de Baoma. «Nous ne sommes que deux ici, l'infirmière responsable et moi-même. Il est assez difficile pour nous de fournir la meilleure qualité de service à nos patients dans cette communauté et dans les autres régions. Nous recevons entre 40 et 150 patients par jour. La plupart du temps, nous nous surmenons et c'est exigeant pour notre corps et notre esprit.

En outre, je rends rarement visite à ma famille, qui vit dans une autre ville. Je n'ai pas d'informations de première main sur la façon dont mes enfants et mes jeunes frères et sœurs s'en sortent», a déclaré Martha.

«Si des conditions strictes sont imposées au gouvernement en ce qui concerne la masse salariale du secteur public, comment pourrions-nous survivre? Même les salaires des infirmières ne sont pas satisfaisants. C'est un fardeau pour notre pays et cela affecte tout le monde. Il est urgent de faire quelque chose»,



CREDIT: TENNYSON WILLIAMS

Gros plan sur Kenya

Au cours de la dernière décennie, la marge de manœuvre budgétaire du Kenya a considérablement évolué en raison d'une politique budgétaire expansionniste motivée par des dépenses considérables en faveur du développement des infrastructures.^{viii} Le financement de ces grands projets phares nationaux a été principalement assuré par des prêts commerciaux, qui sont assortis de taux d'intérêt plus élevés et d'échéances plus courtes, ce qui entraîne une hausse des paiements d'intérêts et des risques de refinancement plus élevés. Entre 2012 et 2020, les prêts commerciaux sont passés de 7 % à 31 %, tandis que les prêts concessionnels ont diminué.^{ix} La situation de la dette, aggravée par la pandémie de COVID-19 et la hausse des taux d'intérêt au niveau mondial, a fait passer la notation de la dette du Kenya à un risque «élevé» de surendettement. La participation limitée du public à l'acquisition et à la gestion des prêts commerciaux et concessionnels par le gouvernement kenyan a encore compliqué la situation de la dette des prêts commerciaux et concessionnels accordés par le gouvernement. Ce manque d'inclusion et de transparence dans la gestion de la dette a laissé le champ libre à la corruption et à la mauvaise gestion des fonds empruntés, aux dépens du public qui finit par être responsable du remboursement de la dette contractée.

Pour soutenir la reprise économique, le Kenya est entré dans un programme de 38 mois du FMI à partir d'avril 2021 visant à protéger l'espace budgétaire et à créer un environnement propice aux investissements du secteur privé pour stimuler la croissance économique. Afin de se conformer au programme d'assainissement budgétaire du FMI et d'élargir l'assiette des recettes pour faciliter le service de la dette, le gouvernement kenyan a pris les mesures suivantes :

- En juin 2023, le président a approuvé la loi de finances 2023. La loi de finances apportera des changements significatifs, y compris aux lois précédentes telles que la loi sur l'impôt sur le revenu, Cap 470, la loi sur la TVA, 2013, la loi sur les droits d'accise, 2015, la loi sur les procédures fiscales, 2015, la loi sur les appels fiscaux, la loi sur les taxes diverses et les prélèvements, 2016, et la loi sur l'emploi, 2007. Si ces réformes fiscales permettront effectivement d'élargir l'assiette fiscale grâce à l'augmentation des taux d'imposition et au recouvrement des impôts en temps réel, il est à craindre que la loi de finances 2023 ne mette le Kenya sur la voie d'un coût de la vie élevé, où le fossé entre les riches et les pauvres continuera à se creuser de manière significative. Le projet de loi a fait l'objet de vastes manifestations. Le projet de loi a fait l'objet de nombreuses manifestations.^x

- Le gouvernement kenyan, par l'intermédiaire du Trésor national, s'est doté d'une nouvelle législation sur la privatisation. Le projet de **loi sur la privatisation 2023** est conçu pour éliminer les contraintes politiques afin de soutenir une privatisation rapide dans plusieurs secteurs avec un contrôle minimal de l'Assemblée nationale.

ActionAid Kenya a travaillé avec des alliés pour s'opposer à ces développements. En mai 2023, ActionAid a rejoint d'autres membres de la coalition OKOA Uchumi **pour sensibiliser le public au projet de loi de finances déposé et demander des amendements au projet de loi**. La coalition Okoa Uchumi est une vaste plateforme de la société civile (comprenant des organisations clés de justice fiscale, de justice en matière de dette et de droits de l'homme) qui cherche à résoudre la crise de la dette publique au Kenya et à promouvoir une gestion financière prudente dans le pays. La coalition a soumis des amendements pour contester les réformes fiscales régressives à la lumière de la crise du coût de la vie. Le soutien s'est manifesté lors de consultations publiques et d'une réunion publique qui a exigé un engagement plus significatif des citoyens dans le processus. Une vaste campagne dans les médias et les réseaux sociaux, des forums d'engagement communautaire et la mobilisation des jeunes ont donné de l'élan à la campagne. La campagne médiatique #VoiceZaMtaaOnFinanceBill a été une conversation puissante qui a atteint plus de 3,5 millions de personnes qui ont exigé.

Transparence : dans le processus d'élaboration et d'adoption du projet de loi de finances.

Fiscalité équitable : compte tenu des profondes disparités socio-économiques entre les citoyens.

Responsabilité : dans la manière dont les recettes fiscales seront utilisées et affectées aux services publics et aux projets de développement.

Services sociaux : priorité aux dépenses pour les services sociaux essentiels tels que les soins de santé, l'éducation et les infrastructures, en particulier dans les zones marginalisées.

Inclusivité : participation de divers groupes, des femmes, des jeunes et des personnes handicapées au processus de prise de décision concernant les politiques fiscales.

Malgré les efforts collectifs pour stopper la légalisation du projet de loi, le projet de loi de finances 2023 a été adopté et est entré en vigueur le 1er juillet 2023. Malgré une certaine résistance judiciaire, des ordonnances conservatoires de la Cour suprême ayant

temporairement interrompu la mise en œuvre de la loi de finances, celle-ci a finalement été confirmée par la Cour suprême et mise en œuvre. Bien que cette décision soit décevante pour la coalition Okoa Uchumi, l'ampleur du tollé public contre les mesures fiscales punitives a été significative et la lutte pour une fiscalité équitable à l'avenir a clairement bénéficié d'un large soutien.

ActionAid Kenya a porté la cause de **la justice fiscale et de la transparence budgétaire au niveau local** dans 22 des 47 comtés du pays. L'objectif est de revendiquer un espace démocratique et de promouvoir un engagement citoyen significatif. Le soutien apporté aux réseaux locaux de femmes et à d'autres groupes communautaires pour qu'ils acquièrent des connaissances économiques et des compétences en matière d'analyse budgétaire contribue à renforcer la responsabilité au niveau local, par exemple en réalisant des audits sociaux pour les programmes de développement et en participant aux processus budgétaires.^{xi} Des efforts spécifiques ont été déployés pour influencer les plans de développement intégrés des comtés (CIPD), qui définissent les priorités de développement pour les cinq années à venir et qui servent de base aux plans de développement annuels, aux documents de stratégie fiscale et aux processus budgétaires annuels. Les membres des communautés sont désormais dotés des compétences et des outils nécessaires pour contrôler les dépenses publiques et lancer des pétitions, des tableaux de bord communautaires et des rapports permettant de demander des comptes aux gouvernements des comtés. Le travail avec les groupes de femmes s'est également concrétisé au niveau national par l'intermédiaire d'une coalition représentative de défense de l'émancipation économique des femmes (Women Economic Empowerment Advocacy Coalition). Cette coalition a soutenu le ministère de la fonction publique, du genre et de l'action positive dans la rédaction de la politique nationale sur le genre et le développement, qui définit des mesures législatives et administratives pour combler les lacunes existantes dans la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le développement national pour atteindre un développement durable.^{xii} Des travaux sont également en cours pour soutenir un processus de développement de la politique nationale de soins, avec le même ministère, qui examine les questions du travail de soins non rémunéré et de la sécurité économique pour les femmes dans le travail de soins rémunéré - soulevant des questions critiques de violation des droits des femmes en termes de pauvreté temporelle, dans le but d'améliorer le statut économique des femmes.

D'autres travaux ont été menés pour contester les **processus de privatisation** et les partenariats public-

privé. ActionAid a soutenu la participation du public en organisant des auditions publiques au niveau des comtés et de la région. Une analyse critique des projets de loi pertinents a conduit à la production d'un rapport sur la privatisation au Kenya. Les recommandations et les demandes issues des consultations au niveau des communautés et des comtés ont été soumises au Trésor national et à la Commission de planification économique et de privatisation, et les jeunes activistes (sous l'égide d'Activista) ont organisé une audition publique au niveau national.

Le projet de loi existant réduira sérieusement l'engagement public et le contrôle parlementaire, en donnant des pouvoirs excessifs au secrétaire du cabinet, au Trésor national et à une autorité de

privatisation nouvellement créée. ActionAid a rejoint un groupe de travail national plus large inspiré par le rassemblement mondial de Santiago en décembre 2022 sous la bannière «Notre avenir est public». Par l'intermédiaire de ce groupe de travail, les OSC ont eu des interactions avec divers membres du parlement pour tenter de s'opposer de loi une fois qu'il aura été adopté par le parlement. Une dimension essentielle de est de montrer comment la privatisation proposée s'inscrit dans l'agenda néolibéral imposé par le FMI et la Banque mondiale. l'agenda néolibéral imposé par le FMI et la Banque mondiale, limitant le rôle de l'État. Banque mondiale, limitant le rôle de l'État dans la prestation de services, en particulier dans les services essentiels tels que la santé, l'éducation et la sécurité.

Gros plan sur la Zambie

La Zambie est confrontée à une crise de la dette de plus en plus grave en raison des niveaux élevés d'emprunt avec peu de surveillance sous les gouvernements précédents, des faibles prix du cuivre (en particulier en 2015-16 et 2020), de la sécheresse en 2019, de la pandémie de Covid, de la dépréciation du Kwacha (de près de 100 % en 2020), des récents chocs mondiaux d'inflation des prix des denrées alimentaires et des carburants et des augmentations des taux d'intérêt qui en résultent à l'échelle mondiale. En novembre 2020, la Zambie a fait les gros titres lorsqu'elle est devenue la première nation africaine à ne pas rembourser sa dette aux prêteurs étrangers pendant la pandémie mondiale de COVID-19.^{xiii} Les niveaux d'endettement ont atteint 140 % du PIB du pays en 2021, de sorte que le gouvernement zambien a demandé un traitement de la dette au titre du "cadre commun" du G20, une initiative novatrice qui est considérée comme une étude de cas par de nombreux pays. En août 2022, le conseil d'administration du FMI a approuvé un accord de facilité élargie de crédit (FEC) de 38 mois en faveur de la Zambie, pour un montant d'environ 1,3 milliard de dollars. Le prêt était assorti de conditions, d'objectifs macroéconomiques et structurels, et d'une politique d'austérité.^{xiv} Même avant cet accord avec le FMI, des politiques d'austérité significatives devaient être approuvées dans le plan budgétaire à moyen terme 2023-2025 du gouvernement (MTBP)^{xv} afin de pouvoir bénéficier de l'aide du FMI.

Pour se conformer aux objectifs du FMI, le gouvernement zambien devra réduire ses dépenses, avec de nombreux critères structurels régressifs qui auront un impact disproportionné sur les ménages pauvres. Il s'agit notamment de l'élimination des subventions sur les tarifs des carburants et de l'électricité et du rétablissement de la TVA et des droits

d'accise sur les carburants (supprimant toute protection contre la volatilité et l'augmentation des prix des carburants), ce qui devrait avoir un impact particulier sur les microentreprises et les petites et moyennes entreprises. Les politiques fiscales mises en œuvre sont très régressives. Une réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés (de 35 % à 30 %) profitera surtout aux plus grandes entreprises et risque d'entraîner d'énormes pertes de recettes.^{xvi} Parallèlement, la taxe sur la valeur ajoutée est élargie (ce qui limite les exonérations) et qui aura un impact direct sur les personnes à faibles revenus. Les plans visant à augmenter modestement et à cibler les transferts sociaux en espèces sont insuffisants pour offrir un véritable amortisseur.^{xvii}

Cette nouvelle ère d'austérité imposée par le FMI est en contradiction avec les tentatives du gouvernement de transformer l'éducation grâce à la déclaration de 2022 sur la gratuité de l'éducation de la petite enfance au niveau secondaire. Cette politique a considérablement augmenté la fréquentation scolaire à tous les niveaux, permettant à de nombreuses filles et à des enfants issus de groupes défavorisés de fréquenter l'école. Juste avant l'accord avec le FMI, le gouvernement a recruté plus de 30 000 enseignants pour aider à relever les défis de l'augmentation de la fréquentation scolaire. Mais cela n'est pas suffisant pour réduire de manière significative le ratio enseignant-élève, actuellement élevé (1:60). Le gouvernement reste engagé en faveur de l'éducation, la part du budget consacrée à l'éducation devant passer de 10,5 % en 2022 à 13,9 % en 2023 et à 15 % en 2024.^{xviii} cela reste en deçà du seuil de 20 % recommandé par l'UNESCO. Des politiques d'austérité plus larges sapent effectivement la capacité du gouvernement à augmenter les dépenses d'éducation au niveau nécessaire.

Responses de la Société civil

Il existe une alliance croissante des forces de la société civile zambienne pour résister au culte de l'austérité et proposer des alternatives systémiques. La CSO Debt Alliance Zambia a été lancée en novembre 2020. La Fight Inequality Alliance Zambia relie les groupes locaux/ruraux, les OSC, les activistes, les artistes, les femmes et les groupes de jeunes, entre autres, afin de créer un collectif pour lutter contre les inégalités en Zambie. La Zambia National Education Coalition (coalition nationale zambienne pour l'éducation) réunit 81 organisations communautaires, des organisations confessionnelles, des ONG, des syndicats d'enseignants et des syndicats d'étudiants afin de lutter pour une éducation de qualité en Zambie. De son côté, la Tax Ed Alliance en Zambie relie les mouvements pour l'éducation et la justice fiscale.

De nombreux alliés se sont réunis pour produire le rapport d'analyse de genre de la Zambie La Bataille

Inequality Alliance Zambia a produit Options pour la croissance économique et le développement en Zambie en 2022. Et en 2023, ActionAid a publié Analysis of Zambia's IMF Programme and Fiscal Austerity Impacts on Education (Analyse du programme du FMI et de l'impact de l'austérité budgétaire sur l'éducation). Nous avons également soumis des propositions à la commission

parlementaire sur le plan budgétaire à moyen terme 2024-2026 et à la loi sur les prêts et les garanties (autorisation) afin d'améliorer la gestion future de la dette publique et la transparence. Cela garantira un contrôle parlementaire plus complet de tous les prêts futurs contractés par le gouvernement ou toute agence gouvernementale, en levant le voile du secret qui a permis aux accords passés d'être conclus sans examen approfondi.

Dans l'ensemble, le programme du FMI ne répercute pas la charge sur ceux qui sont les plus à même de payer. Il n'est pas axé sur l'équité. En fait, il aggrave les inégalités économiques. Les négociations entre le gouvernement et le FMI restent secrètes, sans consultations élargies, alors que les implications des accords avec le FMI ont de vastes répercussions sur l'ensemble des citoyens. Même le parlement national, représentant ultime du peuple, n'a que très peu de contrôle sur l'ensemble du processus. Le gouvernement zambien est en partie à blâmer, car il n'a pas pris en compte les différentes voix dès le début du processus. Cela doit changer à l'avenir. Il est trop tard pour modifier l'essentiel de l'accord avec le FMI.

Il est trop tard pour changer le cœur de l'accord avec le FMI, mais les mouvements de la société civile en Zambie maintiendront la pression, en suivant le programme, en dénonçant les injustices et en plaidant pour des voies alternatives, plus équitables et progressistes, à suivre à l'avenir.

Gros plan sur le Ghana

Le Ghana en est actuellement à son 17^e programme du FMI. Cette situation est en soi inquiétante, car elle suggère que les 16 programmes précédents n'ont pas été suffisamment efficaces pour contribuer au développement. En effet, bien qu'il ait suivi la plupart des conseils précédents, le Ghana se retrouve dans une crise aiguë de la dette. Le FMI s'avère inefficace tant pour soutenir les pays au bord du défaut de paiement que pour aider ceux qui sont engagés dans des processus de restructuration de la dette. Le plan de sauvetage du Ghana n'a été approuvé qu'après une restructuration de la dette de 47,6 milliards de dollars US - un objectif qui s'est avéré difficile à atteindre dans le cadre commun du G20.

En 2021, ActionAid Ghana a publié Le Public contre l'Austérité: **Le Contraintes de la Masse Salariale qui analyse les tendances de la masse salariale** du secteur public dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Cette étude documente le gel et la dépréciation des salaires, ainsi que les tendances de la masse salariale globale du secteur public en tant que pourcentage du budget/des recettes/PIB du gouvernement. L'étude a également examiné les liens entre le service de la dette du Ghana et la masse salariale du secteur public, ainsi que la manière dont ils sont liés aux conseils politiques coercitifs du FMI. Comparé à ses pairs, le Ghana a l'un des plus faibles taux de rémunération des travailleurs par rapport aux dépenses, ce qui se traduit par des salaires peu élevés dans le secteur public et affecte directement la qualité des services publics fournis à la population.

Le gouvernement a été contraint de donner la priorité aux obligations liées au service de la dette, qui ont augmenté en raison des fortes hausses des taux d'intérêt (sur lesquelles il n'a aucun contrôle), ce qui signifie qu'il a du mal à trouver des ressources suffisantes pour les services publics sensibles au genre.

La crise de la dette s'accélère, les paiements de la dette ayant presque triplé entre 2006 et 2016, passant de 26 à 74 % du PIB. Le gouvernement a donné la priorité à la réduction de la dette et a fait quelques progrès, mais la crise de la dette s'est aggravée à la suite de la pandémie de COVID-19, où l'urgence des dépenses de santé a été confrontée au ralentissement économique aigu associé à la pandémie. Actuellement, le Ghana est classé comme étant en situation de surendettement avec une augmentation de la dette publique après la pandémie de 63 % du PIB en 2019 à 88,1 % du PIB à la fin de 2022. La dette intérieure atteindra 45,7 % du PIB en 2022, tandis que la dette publique extérieure s'élèvera à 42,4 % du PIB. 42,4 % du PIB.

Le gouvernement s'est efforcé de respecter les conditions de rationalisation des dépenses énoncées dans l'accord conclu par les services du FMI avec le gouvernement ghanéen sur les politiques et les réformes économiques, dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC) d'une durée de trois ans et d'un montant d'environ 3 milliards de dollars américains.

En avril 2023, ActionAid Ghana, avec la Tax Justice Coalition, a examiné le cadre de dépenses à moyen terme (2023-2025) présenté au FMI par le gouvernement ghanéen, y compris les allocations de dépenses dans la déclaration budgétaire pour 2023. Nous avons constaté des coupes alarmantes, en particulier dans le domaine de l'éducation - en contradiction directe avec la rhétorique du FMI qui suggère qu'il protège les dépenses d'éducation:

- a. 12 % du budget national doit être alloué à l'éducation pour 2023 (une réduction significative par rapport aux années précédentes)
- b. 11 % des dépenses prévues pour l'éducation en 2024 et 2025
- c. 3 % du PIB à l'éducation en 2023
- d. Deux pour cent du PIB alloué à l'éducation en 2024 et 2025
- e. Diminution de 25 % des dépenses prévues pour le programme d'alimentation scolaire de base en 2025

Ces prévisions de gel et de réduction des dépenses du programme menacent de réduire de 25 % le nombre de bénéficiaires de l'intervention "un repas chaud par jour" pour 3,5 millions d'enfants des écoles publiques de base. Actuellement, les traites du programme d'alimentation scolaire du Ghana ont déclaré une grève nationale en raison du manque de financement.

Sarah Asiedu Ashiaman, Greater Accra:

"L'austérité a eu un impact sur ma vie, à tel point que le pouvoir d'achat de ma famille a diminué. L'inflation d'une année sur l'autre dépasse les 40 %, mais les augmentations de salaire des fonctionnaires n'ont pas suivi le rythme de l'inflation. En 2021, les salaires ont été augmentés de 4 %, tandis qu'en 2022, ils ont été augmentés de 7 %. Ces augmentations marginales ont réduit la capacité de ma famille à acheter. Mon mari, qui est enseignant et dont le salaire est le principal revenu de la famille, a travaillé dur, mais notre pouvoir d'achat continue de diminuer d'année en année à cause de l'austérité du gouvernement.

Patricia Acquah, Kpobiman, de la région de l'Est

(étudiante en formation d'enseignant de premier cycle): Ghana. "Je suis un étudiant en formation d'enseignant de premier cycle et un futur travailleur de première ligne dans le secteur de l'éducation au Ghana. En raison des politiques gouvernementales visant à réduire le nombre d'enseignants recrutés dans le secteur public, la plupart des jeunes enseignants récemment diplômés sont toujours au chômage. Je crains que j'obtiendrai mon diplôme dans quelques mois. Mon destin sera-t-il le même que celui de mes aînés? Il y a beaucoup d'écoles dans les zones urbaines, et je pense qu'il serait préférable que le gouvernement reconsidère ses politiques afin d'accueillir plus d'étudiants et de les affecter dans ces zones. De plus, le gouvernement devrait rendre les écoles de ces zones accueillantes et attrayantes afin d'aider à absorber les jeunes diplômés. Si le gouvernement peut améliorer les conditions de vie des enseignants dans ces régions".

Notes de fin d'ouvrage

- i. Comme stipulé dans les 37 documents de prêt du FMI et les conseils de politique des rapports au titre de l'article IV publiés entre juillet 2021 et janvier 2023.
- ii. Comme stipulé dans les 37 documents de prêt du FMI et les conseils de politique des rapports au titre de l'article IV publiés entre juillet 2021 et janvier 2023. Le tableau 2 est tiré des tableaux clés des documents du FMI qui comprennent de nombreuses projections de dépenses pour diverses opérations gouvernementales, et le tableau examine la projection la plus récente pour 2022/23 ou 2023, puis les projections sur les trois ou quatre années suivantes pour évaluer si le niveau de l'objectif de déficit budgétaire devrait augmenter ou diminuer au cours de la période à venir.
- iii. Comme stipulé dans les 37 documents de prêt du FMI et les conseils de politique des rapports au titre de l'article IV publiés entre juillet 2021 et janvier 2023.
- iv. Comme stipulé dans les 37 documents de prêt du FMI et les conseils de politique générale des rapports au titre de l'article IV publiés entre juillet 2021 et janvier 2023.
- v. Les différents pilotages effectués au cours de cette période ont entraîné des réductions comprises entre 0,5 et 1,9 point de pourcentage pour atteindre cet objectif.
- vi. *L'examen de 2016 au titre de l'article IV et de la FEC indique explicitement qu'en consultation avec les services du [FMI], les autorités ont préparé une stratégie salariale à moyen terme qui vise à réduire et à contenir la masse salariale dans les limites de 6 % du PIB.*
- vii. <https://www.the-star.co.ke/counties/central/2019-06-15-nurse-to-patient-ratio-below-who-requirement-says-nandili/>
- viii. Leo Kemboi & Victoria KWAMBOKA, , 2021, La crise de la dette publique du Kenya : Enjeux et Scénarios; - IEA Kenya
- ix. EATGN, 2022, EMPRUNTS RISQUÉS ET JUSTICE ÉCONOMIQUE Le rôle des créanciers privés dans le problème de la dette publique au Kenya: [FD-Risky-Borrowing- and-Economic-Justice.pdf \(eataxgovernance.net\)](https://eataxgovernance.net/Risky-Borrowing-and-Economic-Justice.pdf)
- x. <https://kra.go.ke/images/publications/The-Finance-Act--2023.pdf>
- xi. <https://cog.go.ke/20-the-council-of-governors/484-county-integrated-development-plans>
- xii. République du Kenya, 2029, POLITIQUE NATIONALE SUR LE GENRE ET LE DÉVELOPPEMENT Vers la création d'une société juste, équitable et transformée, exempte de toute discrimination fondée sur le sexe dans toutes les sphères de la vie: [http://psyg.go.ke/wp-content/uploads/2019/12-POLITIQUE NATIONALE SUR LE GENRE ET LE DÉVELOPPEMENT.pdf](http://psyg.go.ke/wp-content/uploads/2019/12-POLITIQUE-NATIONALE-SUR-LE-GENRE-ET-LE-DÉVELOPPEMENT.pdf) <https://kra.go.ke/images/publications/The-Finance-Act--2023.pdf>
- xiii. S'attaquer au problème de la dette de la Zambie : Soutenir les réformes de la gestion de la dette grâce à la collaboration des OSC Collaboration | Institut national démocratique (ndi.org)
- xiv. [Action Aid Zambia, 2023, A: Analyse de l'impact du programme du FMI et de l'austérité budgétaire de la Zambie sur la politique et les engagements du gouvernement national en matière d'éducation gratuite](#)
- xv. [Presentation-of-the-2023-2025-Medium-Term-Budget-Plan.pdf \(mofnp.gov.zm\)](#)
- xvi. CUTS International, 2022, RAPPORT D'ANALYSE DE GENRE DE L'OBSERVATOIRE ZAMBIEN DE LA FISCALITÉ ÉQUITABLE (FTM) (2022)
- xvii. [Africa Watch: Accord avec le FMI Pleurer, ma Zambie bien-aimée \(gchelwa.blogspot.com\)](#)
- xviii. Ministère des finances et de la planification nationale, juillet 2023, THE 2024-2026 LE PLAN BUDGÉTAIRE À MOYEN TERME 2024-2026 ET LE LIVRE VERT DU BUDGET 2024 : PLAN BUDGÉTAIRE À MOYEN TERME 2024- 2026 (LIVRE VERT).pdf

Remerciements :

Ce rapport a été élaboré par Roos Saalbrink et David Archer, sur la base de recherches nationales menées au Ghana, au Kenya, au Malawi, au Nigeria, au Sénégal, en Sierra Leone, en Tanzanie, en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe, ainsi que de recherches internationales menées par Rick Rowden. Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leurs contributions et leur soutien inestimables : Andrew Chikowore, John Nkaw, Joy Mabenge, Susan Otieno, Pamela Kuwali, Zakaria Sambakhe, Foday Bassie Swaray, Bavon Christopher, Xavier Ejayi, Andrew Mamedu, She Vera Anzagira, Lina Moraa, Samson Oreo, Collins Olang, Chikumbutso Ngosi, Wongani Mugaba, Tusayiwe Sikwese, Nathaly Soumahoro, El Hadji Moussa Sarr, Aminata K. Lamin, Jovina Nawenzake, Angelus Runji, Samwely Mkwatwa, Samuel Isabirye Ntale, Ucizi Ngulube, Musonda Kabinga, Rumbidzayi Makoni, Ashina Mtsumi et Peter Kamalingin. Nous apprécions également le travail de Joan Njoroge sur les rapports de projecteurs et la collecte de témoignages personnels par Jess Midwinter avec des collègues de la communication de nombreux pays. Nous remercions également Serena Maher, Julia Kibochi et Kevin Maenzanise pour leur soutien à la rédaction et à la communication au sens large, ainsi que Daniel Jukes pour son travail de conception.

Photo de couverture : ActionAid Malawi forme un groupe de jeunes femmes urbaines (YUW) avec l'Association des infirmières du Malawi pour faciliter des conversations plus approfondies sur la façon dont les conseils coercitifs donnés par le FMI affectent à la fois les infirmières au chômage et les infirmières employées, et comment ils peuvent être contestés.

CREDIT: THOKO CHIKONDI / ACTIONAID

ActionAid est un mouvement mondial de personnes qui travaillent ensemble pour renforcer les droits de l'homme pour tous et vaincre la pauvreté. Nous pensons que les personnes en situation de pauvreté ont en elles le pouvoir de créer le changement pour elles-mêmes, leurs familles et leurs communautés.

<http://actionforglobaljustice.actionaid.org>

Numéro d'enregistrement international: 27264198

Website: www.actionaid.org
Telephone: +27 11 731 4500
Fax: +27 11 880 8082
Email: mailjhb@actionaid.org

ActionAid International Secretariat,
Postnet Suite 248, Private Bag X31, Saxonwold 2132,
Johannesburg, South Africa.

Octobre 2023